

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Formation plénière

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2023

Étaient présents ou représentés : M. le Président Stéphane BRACONNIER, M. Bernard d'ALTEROCHE, Mme Marie-Laure COQUELET, Mme Valérie DEVILLARD, Mme France DRUMMOND, Mme Cécile GUÉRIN-BARGUES, Mme Nathalie GUIBERT, M. Laurent LEVENEUR, M. Bertrand SEILLER, professeurs.

M. Jérôme CHACORNAC, Mme Céline COMBETTE, Mme Claire CREPET DAIGREMONT, Mme Fanny DOMENEC, Mme Sophie GJIDARA-DECAIX, M. Pascal GOURGUES, M. Quentin LEFEBVRE, Mme Marie-Pierre MERLATEAU, maîtres de conférences.

Mme Emmanuelle BEDNAREK, M. Frédéric BOURDON, Mme Marie-Christine CLÉMENT, M. Kevin DA FONSECA, M. Georges GONCALVES ENES, Mme Thaïs KELLJBERG, Mme Caroline TOUCHET, personnels BIATSS.

M. Adham BENBIHI, M. Antony HEBERT, Mme Solène LAUGIER, Mme Livia MIRANOU MOUSSAVOU, Mme Valentine SOULIGNAC, étudiants.

Mme Stéphanie LEBRUN, M. Frédéric MEUNIER, représentants des établissements-composantes.

Mme Marie-Hélène PAPILLON, personnalité extérieure.

Assistaient de droit :

M. Jean-Marie CROISSANT, directeur général des services.

Mme Anne JAMME, agent comptable.

Mme Julie EYMANN, représentante du Recteur.

Vice-présidents : M. Thierry BONNEAU, Mme Emmanuelle CHEVREAU, M. Quentin EPRON, Mme Cécile MÉADEL, Mme Marie-Hélène MONSERIE-BON.

Étaient excusés :

M. Thomas EHRHARD, maître de conférences.

M. François DEVOS, M. Jean-Pierre LECOQ, personnalités extérieures.

Mme Deborah MÜNZER, représentante de l'INA.

EXTRAIT

10. Approbation des capacités d'accueil et des paramètres des formations - Mon Master rentrée 2024.

Après discussion, le conseil approuve, à l'unanimité, les capacités d'accueil de l'Université ainsi que les paramètres des formations pour les recrutements en première année de master - campagne Mon Master 2024 tels qu'ils figurent en annexe.

Le Président



Stéphane BRACONNIER



Conseil des études et de la vie étudiante du 11 décembre 2023
Conseil d'administration du 20 décembre 2023

MON MASTER 2024

- P. 2 Capacités d'accueil
- P. 6 Règles générales d'examen des candidatures
- P. 7 Attendus, critères généraux d'examen des candidatures, modalités d'examen des candidatures

MON MASTER 2024

Capacités d'accueil

Mentions	2023 CAL	Places			Procédure d'admission	Parcours
		CAL*	2024 COL**			
Droit comparé	37	37	35	35	Admission sur dossier	Droit public comparé
Droit de l'immobilier	17	20	20	20	Admission après examen du dossier + le cas échéant un entretien	Droit immobilier et de la construction
Droit de la propriété intellectuelle	63	63	60	35	Admission sur dossier	Droit de la propriété littéraire, artistique et industrielle
				25	Admission sur dossier	Propriété industrielle
Droit des affaires	205	202	192	30	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires
				35	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Droit des affaires et droit fiscal
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires et économie
				37	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires et management
				15	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires internationales
				20	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Droit européen des affaires et de la concurrence
				15	Admission sur dossier	Droit privé et public des affaires
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Techniques de restructuration des entreprises en difficulté
Droit des affaires franco-asiatiques	21	42	40	20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires franco-asiatiques Cambodge
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des affaires franco-asiatiques Vietnam
Droit des assurances	26	26	25	25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Assurances
Droit des collectivités territoriales	37	32	30	26	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Juriste conseil des collectivités territoriales
				4	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Recherche en droit des collectivités territoriales
Droit du numérique	47	47	45	20	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Droits des médias
				25	Admission sur dossier	Droit du numérique
Droit du patrimoine	16	16	15	15	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Gestion du patrimoine privé et professionnel
Droit européen	58	58	55	30	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien téléphonique ou par visioconférence	Droit et contentieux de l'Union européenne
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit européen du marché et de la régulation
Droit international	84	82	78	18	Admission sur dossier	Administration internationale

				22	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit comparé des affaires
				15	Admission sur dossier	Droit international économique
				8	Admission sur dossier	Droit international privé et du commerce international
				15	Admission sur dossier	Droit international public
Droit notarial	21	21	20	20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit notarial
Droit pénal et sciences criminelles	53	53	50	25	Admission sur dossier	Criminologie
				25	Admission sur dossier	Droit pénal et procédure pénale
Droit privé	157	145	138	8	Admission sur dossier	Contentieux international privé
				15	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Droit du marché et du patrimoine artistiques
				45	Admission sur dossier	Droit privé général
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit des personnes et des familles
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Ingénierie contractuelle - droit civil économique
				25	Admission sur dossier	Histoire du droit
Droit public	224	215	205	20	Admission sur dossier	Droit et stratégies de la sécurité
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien à distance ou en présentiel	Sécurité et défense
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit public approfondi
				27	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Droit public de l'économie
				18	Admission sur dossier	Vie publique et relations institutionnelles
				20	Admission sur dossier	Droit sanitaire et social
				25	Admission sur dossier	Histoire du droit
				25	Admission sur dossier	Philosophie du droit et droit politique
				25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Concours A+
				Droit social	72	70
24	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Droit et pratiques des relations de travail				
20	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Protection sociale et rémunérations				
Droits de l'homme et justice internationale	53	53	50	25	Admission sur dossier	Droits de l'homme et droit humanitaire
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Justice pénale internationale
Juriste européen	0	11	11	1	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Amsterdam
				2	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Athènes
				2	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Lisbonne
				2	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Londres
				2	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Rome

				2	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Berlin/Madrid
Justice, procès, procédures	71	74	70	18	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Justice, procès et procédures / Contentieux, arbitrage et MARD
				20	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Justice, procès et procédures / Communication, sociologie du droit et de la justice
				32	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Justice, procès et procédures / Justice et droit du procès
Politiques publiques	32	32	30	30	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Administration et politiques publiques
Relations internationales	42	37	35	15	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Défense et dynamiques industrielles
				20	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Relations internationales
Science politique	32	32	30	30	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Études politiques
Analyse et politique économique	13	13	12	12	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Recherche en sciences économiques
Économétrie, statistique	21	22	21	21	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Ingénierie statistique et financière
Économie de l'entreprise et des marchés	30	30	30	30	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Stratégies de l'entreprise et économie des organisations
Économie du droit	21	21	20	20	Admission après examen du dossier + le cas échéant un entretien	Économie du droit
Économie et management publics	17	17	16	16	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Économie et management publics
Management et commerce international	23	23	22	22	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Management et commerce international
Monnaie, banque, finance, assurance	47	63	60	10	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Techniques financières et bancaires
				25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Finance
				25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien + le cas échéant un écrit	Monnaie, banque, assurance
Entrepreneuriat et management de projets	26	26	25	25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien de motivation et de connaissances	Management stratégique et entrepreneuriat
Gestion de production, logistique, achats	26	26	25	25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Management de projets logistiques
Gestion des ressources humaines	63	63	60	10	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Gestion des ressources humaines et management public
				40	Admissibilité sur dossier, admission après entretien et test d'anglais	Gestion des ressources humaines et relations du travail
				10	Admissibilité sur dossier, admission après entretien en anglais	Gestion des ressources humaines internationales
Management	11	11	10	10	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Conseil et recherche en organisation
Marketing, vente	32	72	70	30	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	MC2 - Marketing et communication d'Assas
				40	Admissibilité sur dossier, admission après entretien le cas échéant	Marketing et technologies digitales
Information, communication	177	187	178	28	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Global Journalism and Communication

				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Médias et mondialisation
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Médias, communication et sport
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Médias, communication et villes numériques
				25	Admission sur dossier + le cas échéant un entretien	Médias, publics et cultures numériques
				25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Médias, langages et sociétés
				25	Admissibilité sur dossier, admission après entretien	Usages du numérique, innovation, communication (UNIC)
				26	<i>Procédure spécifique hors Mon master</i>	<i>Journalisme</i>
Total						
	1 875	1 942	1 850			

<i>Sous-total droit</i>	1 368	1 368	1 301
<i>Sous-total économie</i>	172	189	181
<i>Sous-total gestion</i>	158	198	190
<i>Sous-total Information et communication</i>	177	187	178

*CAL : capacités d'accueil limités

*COL : capacités d'accueil limités déclarées dans Mon master

Règles générales d'examen des candidatures

Lors de l'examen des candidatures, les commissions prennent notamment en compte :

- les résultats académiques
- le projet d'études et la cohérence du continuum licence/master
- la cohérence du master choisi avec le projet professionnel formulé par le candidat
- la motivation générale du candidat à intégrer un master et l'université Panthéon-Assas

L'Université peut demander aux candidats de classer les 4 parcours qui ont leur préférence, parmi les formations de l'Université Paris-Panthéon-Assas auxquelles ils sont candidats, afin de mieux mesurer leur motivation à intégrer un parcours déterminé.

Attendus, critères généraux d'examen des candidatures, modalités d'examen des candidatures

DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

MENTION DROIT COMPARÉ

Parcours Droit public comparé

Attendus

- Licence de Droit (le suivi des disciplines de base du droit public - droit constitutionnel et droit administratif - ainsi qu'un certain nombre de matières de droit public proposées dans le cadre de la licence 3 est recommandé).
- Ou autre Licence, à condition d'avoir suivi des enseignements de droit public
- Diplôme de niveau équivalent (IEP, Écoles normales supérieures)
- Maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères, dont l'anglais.

Critères généraux d'examen des candidatures

- Bons résultats durant les trois années de Licence, notamment dans les matières de droit public (Droit constitutionnel, droit administratif, droit européen, Libertés fondamentales).
- Bonne culture juridique.
- Motivation solide exprimée dans la lettre manuscrite jointe au dossier.
- Expérience de stages (en cabinet d'avocat, en juridiction, dans les institutions ou collectivités) en France ou à l'étranger.
- Maîtrise d'une ou plusieurs langues vivantes (lu, écrit, parlé), attestée éventuellement par des certifications (TOEIC®, TOEFL, Cambridge...)
- Connaissance (par la nationalité ou par l'expérience vécue) d'autres systèmes de droit étrangers bienvenue, sans être indispensable à ce stade.
- Toute autre expérience (associative, sportive...).

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation.

MENTION DROIT DE L'IMMOBILIER

Parcours Droit immobilier et de la construction

Attendus

Le Master vise à former des juristes à tous les aspects – publics et privés – du droit immobilier et de la construction. Aussi implique-t-il, de la part des candidats, d'avoir suivi un parcours universitaire classique, à tonalité privatiste ou publiciste, leur ayant donné accès aux matières fondamentales qui forment le socle de leur futur exercice professionnel : droit civil des biens, droit des obligations, droit administratif, etc.

Le Master Droit immobilier donnant lieu, en deuxième année, à des enseignements en alternance, il s'adresse à un public d'étudiants désireux de mettre rapidement en pratique leurs

connaissances (au sein de cabinet d'avocats, d'études notariales, de directions juridiques d'entreprises du secteur immobilier, etc.), et qui soient armés d'une solide capacité de travail, leur permettant de suivre un parcours académique d'excellence tout en se pliant aux exigences de la vie professionnelle.

Critères généraux d'examen des candidatures

Le Master droit immobilier et de la construction est une formation sélective, qui requiert de bons résultats en Licence. L'obtention de mentions, spécialement en troisième année, est ainsi souhaitable.

Lors de l'examen des dossiers, il est accordé une importance à la cohérence du parcours académique suivi ainsi qu'à la motivation des candidats, à travers par exemple les stages qui auraient déjà pu être effectués dans le secteur de l'immobilier.

Enfin, une attention est portée à l'aptitude des candidats à s'investir dans la vie collective de l'association des étudiants du Master, extrêmement active en deuxième année (organisation d'un colloque annuel et de nombreuses conférences, nombreuses rencontres avec des acteurs du droit immobilier, voyage d'étude en mai, etc.).

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures a lieu essentiellement sur dossier. Un entretien peut être organisé.

MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Parcours Droit de la propriété littéraire, artistique et industrielle

Attendus

Les candidats doivent avoir suivi une formation à dominante de droit privé – si des choix d'orientation ont dû être faits dans leur université.

Il n'est pas exigé d'avoir suivi déjà des enseignements de droit de la propriété intellectuelle ou de droit du numérique, puisque ces enseignements sont le plus souvent dispensés en M1.

Il n'est pas exigé non plus d'avoir réalisé un ou des stages.

Critères généraux d'examen des candidatures

La sélection est opérée principalement sur la base des résultats obtenus au cours des trois années de licence, en tenant compte également de l'intérêt et de l'originalité des expériences extérieures à l'université

Modalités d'examen des candidatures

La sélection des candidatures est réalisée exclusivement à partir des dossiers comportant notamment les relevés de notes des 3 années de licence, Bac, ainsi que tout autre document relatif à des études supérieures.

Parcours Droit de la propriété industrielle

Attendus

Parcours orienté droit commercial ou double parcours sciences/droit, pharmacie/droit, ou formation de Conseil en propriété industrielle, ou encore pratique de la propriété industrielle.

Le suivi de cours ou de formations initiales en propriété intellectuelle sera un plus.

Critères généraux d'examen des candidatures

- Compétences académiques (moyenne des résultats, existence de mentions au cours du cursus)
- Double cursus (voir « Attendus »)
- Motivation pour les domaines de la propriété industrielle (marques, brevets, protection du savoir-faire, indications géographiques, protection des créations informatiques etc.)
- La réalisation de stages en rapport avec la propriété industrielle
- Une expérience internationale est un plus.

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Parcours Droit des affaires

Attendus

Bonnes connaissances juridiques en Droit privé, notamment Droit des obligations, Droit des affaires

Suivi obligatoire des différentes matières de Droit des obligations et Droit des affaires (spécialement L 3 Droit des sociétés, L2 Droit des affaires : contrats, activités commerciales, etc.).

Critères généraux d'examen des candidatures

Bons ou assez bons résultats et compétences académiques avérées.

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier, éventuellement entretien supplémentaire pour les candidats qui seraient présélectionnés

Pièces complémentaires à joindre à la candidature

Relevé synthétique des notes et mentions obtenues

Lettre de motivation

Document spécifique faisant apparaître les notes obtenues en :

- Droit des obligations (deux ou trois semestres)

- Droit des affaires (chaque semestre)
- Droit des sûretés ou garanties
- Droit des contrats

Parcours Droit des affaires et droit fiscal

Attendus

Le Master est ouvert aux candidats titulaires d'une Licence en droit ou d'un diplôme français ou étranger équivalent.

Le Master peut également accueillir des étudiants ayant poursuivi des études non principalement juridiques (Grandes écoles de commerce, IEP, etc.) mais ayant déjà acquis de bonnes connaissances en droit des affaires et fiscalité et souhaitant approfondir leur spécialisation dans ces domaines.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'examen des candidatures donne la priorité aux résultats académiques globaux (moyennes annuelles et par semestres) puis aux résultats obtenus dans les disciplines relevant du droit des affaires et du droit fiscal.

Les stages comme l'ensemble des expériences professionnelles ou associatives sont appréciés favorablement.

La maîtrise d'une ou de plusieurs langues étrangères – l'anglais, en premier lieu – est également la bienvenue.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection s'opère sur dossier et sur entretien. Dès l'entrée de la première année du parcours, les candidats sont appelés à faire connaître leur préférence pour l'une des trois spécialités offertes en deuxième année, étant précisé que cette première indication demeure provisoire et peut être confirmée ou modifiée au moment des vœux définitifs formulés en cours d'année.

Parcours Droit des affaires et économie

Attendus

Les étudiants doivent être titulaires d'une Licence en droit.

A noter la possibilité pour les étudiants titulaires d'une double licence en Droit et en Économie, la possibilité d'être admis en Master Droit des Affaires et Économie ainsi qu'en Master Économie du Droit

Critères généraux d'examen des candidatures

L'évaluation porte à la fois sur le parcours et les résultats obtenus en licence ainsi que sur la lettre de motivation du candidat. Il n'y a pas de conditions spécifiques exigées si ce n'est un bon parcours universitaire et une motivation réelle pour l'interdisciplinarité entre économie et droit.

Modalités d'examen des candidatures

Les candidatures sont examinées sur dossiers. La direction du Master se réserve la possibilité de contacter ponctuellement les candidats pour obtenir des précisions sur leur dossier.

Parcours Droit des affaires et management

Attendus

Le Master est ouvert aux candidats titulaires d'une Licence en droit ou d'un diplôme français ou étranger équivalent.

Le Master peut également accueillir des étudiants ayant poursuivi des études non principalement juridiques (Grandes écoles de commerce, IEP, etc.) mais ayant déjà acquis de bonnes connaissances en droit des affaires et fiscalité et souhaitant approfondir leur spécialisation dans ces domaines.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats et compétences académiques, motivation, stages

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier et éventuellement entretiens

Parcours Droit des affaires internationales

Attendus

Bonnes connaissances juridiques en Droit privé, notamment Droit des obligations, Droit des affaires, Droit international privé et Droit du commerce international

Suivi obligatoire des différentes matières de Droit des affaires (spécialement L 3 Droit des sociétés, L2 Droit des affaires : contrats, activités commerciales, etc.).

Bon anglais écrit et oral (attesté par un certificat, diplôme ou test reconnu)

Critères généraux d'examen des candidatures (*par exemple : résultats et compétences académiques, acquis méthodologiques, motivation, stages...*)

Bons ou assez bons résultats et compétences académiques avérées.

Bonnes notes en Droit des obligations, Droit des affaires (toutes matières) et Droit international privé et Droit du commerce international (pour le M2)

Bon niveau d'anglais (v. supra)

Modalités d'examen des candidatures (*préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...*)

Examen sur dossier, éventuellement entretien supplémentaire pour les candidats qui seraient présélectionnés

Parcours Droit européen des affaires de la concurrence

Attendus

Avoir suivi un enseignement en droit institutionnel européen

Avoir suivi des enseignements en droit des affaires

Très bonne maîtrise de l'anglais

Critères généraux d'examen des candidatures

Très bons résultats académiques globaux
Très bons résultats dans les matières suivies en contrôle continu
Bons résultats en droit des affaires (L2 et L3)
Intérêt particulier pour le droit de la concurrence
Expériences à l'étranger ou professionnelles

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

Présélection sur dossier
Sélection définitive suite à un entretien

Pièces complémentaires à joindre à la candidature

Attestation du niveau de langue
Lettres de recommandation éventuelles

Parcours Droit privé et public des affaires

Attendus

- Être titulaire d'une Licence de droit
- Être sportif compétiteur (de haut niveau ou au titre de compétitions universitaires)

Critères généraux d'examen des candidatures

- Nécessité de bénéficier d'un cursus universitaire adapté à la poursuite d'une carrière sportive
- Capacité à concilier études, pratique sportive et apprentissage

Modalités d'examen des candidatures

- Examen des candidatures sur dossier

Techniques de restructuration des entreprises en difficulté

Attendus

Les candidats souhaitant intégrer le parcours « Techniques de restructuration des entreprises en difficulté » devront avoir une capacité de réflexion et de raisonnement pour appréhender une matière transversale qui mobilise de solides connaissances en droit privé et plus particulièrement en droit des affaires. Ainsi, les candidats devront avoir acquis des connaissances en droit de l'entreprise (Droit commercial général, droit des sociétés, fiscalité / TD souhaitables), en droit des obligations, contrats spéciaux et en droit des biens (TD souhaitables).

Des connaissances en comptabilité et en gestion seront des atouts pour suivre ce parcours et envisager une carrière dans le domaine dit du *restructuring*.

Une certification en langue anglaise est souhaitée.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'admission au parcours « Techniques de restructuration des entreprises en difficulté » dépend essentiellement du niveau des résultats académiques qui doit démontrer une bonne maîtrise des disciplines de droit privé.

De même, les stages qu'auront pu faire les candidats seront, sans être déterminants, un élément d'appréciation du dossier présenté.

Les candidats devront dans une lettre de motivation expliquer le projet professionnel qui suscite la candidature pour ce parcours.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection s'effectue sur dossier. Éventuellement, un entretien avec les candidats pourra être organisé.

MENTION DROIT DES AFFAIRES FRANCO-ASIATIQUES

Parcours Droit des affaires franco-asiatiques/Cambodge

Attendus

Ce programme sélectif est ouvert aux étudiants justifiant d'une Licence française en droit, ou d'un Master français en économie ou en gestion, ou encore d'un Diplôme Universitaire équivalent (avec justification d'enseignements juridiques) obtenus dans une université française.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats et compétences académiques.

Motivation à intégrer la formation.

Intérêt pour l'Asie du Sud-Est.

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier par un comité d'évaluation, éventuellement entretien.

Parcours Droit des affaires franco-asiatiques/Vietnam

Attendus

Ce programme sélectif est ouvert aux étudiants justifiant d'une Licence française en droit, ou d'un Master français en économie ou en gestion, ou encore d'un Diplôme Universitaire équivalent (avec justification d'enseignements juridiques) obtenus dans une université française.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats et compétences académiques.

Motivation à intégrer la formation.

Intérêt pour l'Asie du Sud-Est.

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier par un comité d'évaluation, éventuellement entretien.

MENTION DROIT DES ASSURANCES

Parcours Assurances

Attendus

Licence de droit

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats en licence de droit et autres diplômes obtenus par le candidat

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier et entretiens pour candidats dont les dossiers seraient à départager.

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Parcours Juriste conseil des collectivités territoriales

Attendus

Vocation pour l'intérêt général et pour le service public, en pleine conformité aux valeurs démocratiques et à la déontologie des affaires publiques.

Aisance dans les prérequis : maîtrise des fondamentaux du droit administratif général et spécial au niveau licence et de leur technicité juridique

Compréhension : Comprendre, surveiller et anticiper le contexte juridique, administratif et de gestion des personnes publiques locales, comprendre les enjeux juridiques entourant l'action des personnes publiques locales.

Assimilation : Assimiler les techniques juridiques essentielles à la gestion de la commande publique, de la fonction publique locale, des finances locales, assimiler les techniques essentielles à la prévention du contentieux

Réinvestissement des connaissances : Intégrer les méthodes de diagnostic, audit, évaluation des politiques publiques ainsi que la prévention et la gestion du risque juridique qui y est associé, analyser les évolutions du cadre juridique et anticiper leur mise en œuvre

Critères généraux d'examen des candidatures

Projet conforme à la formation : Exercer les métiers de la fonction juridique des collectivités territoriales, ou des acteurs en contact avec elles (État, concessionnaires, prestataires, conseils, élus) à un niveau élevé de conception et de supervision

Témoignage d'intérêt réel pour les affaires publiques locales : Avoir déjà réalisé un stage dans l'écosystème des collectivités territoriales. Chercher activement pour la 2^e année un contrat d'apprentissage correspondant à ses centres d'intérêts et aux savoirs faire de la formation.

Capacité à supporter la charge de travail que représente un contrat d'apprentissage : alternance intra-hebdomadaire avec présence dans l'organisme d'accueil la première moitié de la semaine

et dans les enseignements académiques la seconde moitié, rédaction d'un mémoire durant l'année.

Expérience du travail en équipe : capacité à trouver sa place dans un groupe de travail et à agir dans l'intérêt commun, aptitude à créer des liens personnels débouchant sur un réseau professionnel, investissement dans l'association des anciens, capacité d'initiative.

Modalités d'examen des candidatures

Au vu de ce dossier, un entretien pourra le cas échéant être organisé, soit en visioconférence, soit par téléphone.

Parcours Recherche en droit des collectivités territoriales

Attendus

Vocation pour l'accroissement de la connaissance et l'expertise juridique, dans un contexte de service public, en pleine conformité aux valeurs d'intégrité scientifique.

Aisance dans les prérequis : maîtrise des fondamentaux du droit administratif général et spécial au niveau licence, et de leur technicité.

Compréhension : Comprendre, surveiller et anticiper le contexte législatif, réglementaire et politique de toute production normative, comprendre les enjeux juridiques entourant l'action des personnes publiques locales

Assimilation : Assimiler les connaissances constituant les têtes de chapitre du droit spécial des collectivités territoriales, tout en mesurant leur enjeu en termes d'organisation et de gestion publique.

Synthèse : Tenir à jour son propre système d'information pour mobiliser immédiatement les traits essentiels de chaque domaine, dans la perspective éventuelle de la préparation des concours.

Réinvestissement des connaissances : Intégrer les connaissances et les méthodes dans la production d'une recherche juridique originale et spécialisée. Créer les conditions de sa propre autonomie de pensée fondée sur des jugements de valeur étayés. S'attacher à leur exacte divulgation.

Critères généraux d'examen des candidatures

Projet conforme à la formation : Exercer les métiers de la fonction juridique des collectivités territoriales, ou des acteurs en contact avec elles (État, concessionnaires, conseils) à un niveau élevé de conception et de supervision.

Témoignage d'intérêt réel pour la recherche : Avoir déjà réalisé un mémoire de synthèse documentée sur une question juridique. Prévoir un complément de formation aux méthodes (IPAG, DU, prépa Talents) en vue d'une éventuelle préparation aux concours de la fonction publique.

Capacité à supporter la charge de travail que représente la rédaction d'un mémoire de recherche : auto-organisation et discipline personnelle, maîtrise des sources juridiques et du référencement, aptitude à rédiger avec rigueur et précision.

Expérience du travail en équipe : capacité à trouver sa place dans une réunion de recherche, à développer les hypothèses dégagées collectivement, aptitude à créer des liens personnels permettant la constitution de groupes de recherche, capacité d'initiative.

Modalités d'examen des candidatures

Au vu de ce dossier, un entretien pourra le cas échéant être organisé, soit en visioconférence, soit par téléphone.

MENTION DROIT DU NUMÉRIQUE

Parcours Droits des médias

Attendus

Ce master est ouvert aux candidats titulaires d'une licence juridique, de droit privé comme de droit public, et aux titulaires d'autres diplômes justifiant d'une formation en droit (Sciences Po, IEP).

Critères généraux d'examen des candidatures

Un bon niveau juridique général est requis et une attention particulière est portée à la cohérence de la candidature.

Le candidat doit convaincre de l'intérêt porté au monde des médias et du numérique, qu'il résulte de la formation antérieure et/ ou des diverses expériences professionnelles, associatives ou personnelles du candidat.

Modalités d'examen des candidatures

- Présélection sur dossier : CV et lettre de motivation doivent être joints au dossier, la lettre de motivation devant montrer l'intérêt du candidat pour le secteur des médias et du numérique
- Audition des candidats présélectionnés : l'entretien, d'une dizaine de minutes environ, se déroule en visioconférence, avec les responsables du Master

Parcours Droit du numérique

Attendus

Les candidats doivent avoir suivi une formation à dominante de droit privé – si des choix d'orientation ont dû être faits dans leur université. Un bon niveau en droit des obligations est attendu.

Il n'est pas exigé d'avoir suivi déjà des enseignements de droit du numérique ou de droit de la propriété intellectuelle, puisque ces enseignements sont le plus souvent dispensés en M1.

Il n'est pas exigé non plus d'avoir réalisé un ou des stages.

Critères généraux d'examen des candidatures

La sélection est opérée principalement sur la base des résultats obtenus au cours des trois années de licence, en tenant compte également de l'intérêt et de l'originalité des expériences extérieures à l'université

Modalités d'examen des candidatures

La sélection des candidatures est réalisée exclusivement à partir des dossiers comportant notamment les relevés de notes des 3 années de licence, Bac, ainsi que tout autre document relatif à des études supérieures.

MENTION DROIT DU PATRIMOINE

Parcours Gestion du patrimoine privé et professionnel

Attendus

Le master Droit du patrimoine préparant aux différents métiers de la gestion des patrimoines privés et professionnels, qui peuvent s'exercer sous les formes les plus diverses (barreau, notariat, conseillers en gestion de patrimoine, banque, family office...), et qui sont des fonctions juridiques exigeantes et techniques, il est attendu des candidats qu'ils aient suivi un parcours universitaire juridique classique, généraliste puis privatiste, leur donnant de solides connaissances dans les différentes matières du droit en général et du droit privé en particulier : droit des obligations, de la famille, des biens, droit des affaires... En outre, et dans la mesure du moins où ces enseignements leur auraient été ouverts dans leurs universités respectives, il est souhaité qu'ils aient autant que possible suivi les enseignements de droit patrimonial de la famille (régimes matrimoniaux, successions), de droit fiscal et de droit international privé.

Critères généraux d'examen des candidatures

Une candidature au master Droit du patrimoine requiert avant tout un très solide parcours académique sur les trois années de Licence, avec de bons résultats dans les matières précédemment évoquées. L'obtention de mentions, en particulier en troisième année, est plus que souhaitable.

Une attention particulière est au demeurant portée à la cohérence de la candidature au regard de l'orientation souhaitée, dont peuvent attester les stages réalisés et, au-delà, des compétences linguistiques ou des engagements associatifs par exemple. Ce d'autant que l'année de master 2 est organisée afin que les étudiants complètent leur formation à l'Université par un contrat d'apprentissage ou un stage destiné à leur offrir une première expérience professionnelle.

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures a lieu prioritairement sur dossier. Un entretien peut être organisé.

MENTION DROIT EUROPÉEN

Parcours Droit et contentieux de l'Union européenne

Attendus

Sont requises l'obtention d'une licence en droit, en principe avec mention, avec des notes satisfaisantes en droit de l'Union européenne attestant de la maîtrise de la matière et des notes satisfaisantes dans les matières juridiques fondamentales ainsi qu'une connaissance suffisante de l'anglais et d'une autre langue

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques satisfaisants, stages professionnels, expérience dans un autre État membre, connaissances linguistiques

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier par un comité d'évaluation suivi, le cas échéant, d'un entretien téléphonique ou par visioconférence

Parcours Droit européen du marché et de la régulation

Capacité d'accueil du parcours : 25

Attendus

Être titulaire d'une licence en droit privé ou public de l'Université Panthéon-Assas ou d'une autre université. Les candidats et les candidates doivent avoir acquis au cours de leur cursus de solides connaissances juridiques. Une appétence pour les questions européennes est appréciée ainsi qu'une maîtrise de langues étrangères.

Critères généraux d'examen des candidatures

Sont pris en compte les résultats académiques, tout particulièrement ceux obtenus pour les matières fondamentales des trois premières années. La motivation doit faire apparaître les raisons qui justifient la candidature au parcours, en présentant notamment le projet professionnel.

Les stages ou les activités professionnelles constituent une valeur ajoutée, tout autant que l'ouverture internationale et l'implication dans la société civile (associations, bénévolat, activité sportive, etc.).

Les candidatures comportant un parcours atypique (double diplôme, double formation, année de césure, réorientation ou reconversion, expériences à l'étranger, etc.) sont bienvenues à la condition que soient établies des compétences juridiques.

Modalités d'examen des candidatures

Examen du dossier complété, le cas échéant, par un entretien.

MENTION DROIT INTERNATIONAL

Parcours Administration internationale

Attendus

Bac+3 ou Bac+4 (droit, sciences économiques, administration économique et sociale ou langues étrangères appliquées) ;

Connaissances en droit et notamment en droit international public ;

Une bonne maîtrise de l'anglais ;

Idéalement un ou plusieurs stages effectués auprès d'une organisation internationale ou à défaut d'une organisation non-gouvernementale ou une autre institution.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques, notamment pour ce qui est des matières relevant du droit international public ;

Nombre et durée des stages effectués, ainsi que structure auprès de laquelle le(s) stage(s) fu(ren)t effectués ;

Motivation pour devenir fonctionnaire international et compréhension de ce que signifie vouloir intégrer la fonction publique internationale

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier

Parcours Droit comparé des affaires

Attendus

Obtention d'une licence en droit avec mention, notes satisfaisantes dans les matières fondamentales de droit privé (civil, commercial, international privé et européen) connaissance des systèmes juridiques étrangers, très bonne maîtrise d'une langue étrangère notamment de l'anglais.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats et compétences académiques et motivation.

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier par un comité d'évaluation, éventuellement entretien.

Parcours Droit international économique

Capacité d'accueil du parcours : 15

Attendus

Le candidat doit être titulaire d'une licence en droit avec des notes satisfaisantes en droit international attestant de la maîtrise de la matière ainsi qu'une connaissance suffisante de l'anglais

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques, motivation exposée dans la lettre de candidature, éventuelles expériences de stage

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier

Parcours Droit international privé et du commerce international

Attendus

Licence généraliste droit/droit privé

Critères généraux d'examen des candidatures

Excellence des résultats et éléments de motivation

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier

Parcours Droit international public

Attendus

Le candidat doit être titulaire d'une licence en droit avec des notes satisfaisantes en droit international attestant de la maîtrise de la matière ainsi qu'une connaissance suffisante de l'anglais

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques, motivation exposée dans la lettre de candidature, éventuelles expériences de stage

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier

MENTION DROIT NOTARIAL

Parcours Droit notarial

Attendus

Le master droit notarial formant, comme son intitulé l'indique, aux fonctions de notaire, qui sont des fonctions juridiques exigeantes, polyvalentes et techniques, il est attendu des candidats qu'ils aient suivi un parcours universitaire juridique classique, généraliste puis privatiste, donnant connaissance des matières qui forment la base de l'exercice professionnel : droit administratif, droit des affaires et, surtout, droit civil des biens, des personnes et de la famille, des obligations et des contrats. Dans la mesure où des enseignements de droit des régimes matrimoniaux ou des successions, de droit international privé et de droit fiscal ont été offerts en Licence, il est également attendu des étudiants qu'ils les aient suivis dans toute la mesure du possible, s'agissant de matières essentielles à l'exercice de la profession.

Critères généraux d'examen des candidatures

Le master droit notarial étant un master très sélectif, de bons résultats dans les matières précédemment signalées sont la condition première d'admission. Une mention Bien (14 ou 15) en troisième année de licence est très souhaitable. Dans l'examen des dossiers, une attention particulière est également portée à la cohérence de l'orientation envisagée au regard du parcours

académique suivi, à la motivation des candidats que manifestent en particulier les stages qui ont pu être effectués dans le notariat, et à la maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères. D'autres expériences professionnelles ou non (stages en entreprise, banque, cabinet..., engagement associatif, activité bénévole, séjours à l'étranger...) peuvent être des atouts.

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures a lieu prioritairement sur dossier. Un entretien peut être organisé.

MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Parcours Criminologie

Attendus

Le candidat doit avoir suivi les cours de droit pénal et procédure pénale proposés en licence dans son université. Il doit placer au cœur de son projet professionnel l'apprentissage approfondi du droit pénal et de la procédure pénale, une excellente culture en criminologie et la maîtrise de la méthode guidant le raisonnement. L'appétence pour la lecture des ouvrages et revues de référence est un axe majeur du développement de ces qualités chez les étudiants du Parcours. Ceux-ci doivent éprouver un goût prononcé pour la perfection du raisonnement au service de la pratique pénale.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'admission au Parcours Criminologie dépend du niveau des résultats académiques considérés dans leur ensemble. Aucun redoublement ni passage d'examen à la session de rattrapage au cours des trois années de la licence n'est admis, sauf justification particulière. L'adéquation entre la motivation de l'étudiant et les attendus spécifiques du Parcours est vérifiée à la lecture de la lettre de motivation et, en général, au regard d'un dossier de présentation qui doit être soignée. La réalisation d'un stage en droit pénal est un atout supplémentaire mais non indispensable. La maîtrise de la langue anglaise, attestée par un diplôme ou test officiel de préférence, est également un atout supplémentaire.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection s'effectue sur dossier uniquement.

Parcours Droit pénal et procédure pénale

Attendus

Avoir suivi un cours de droit pénal général et de procédure pénale, si possible avec travaux dirigés, en cursus de Licence.

Critères généraux d'examen des candidatures

Bons résultats en droit pénal général et en procédure pénale.
Bons résultats en droit des obligations en 2^{ème} année.

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier.

MENTION DROIT PRIVÉ

Parcours Contentieux international privé

Attendus :

Licence généraliste droit/droit privé

Critères généraux d'examen des candidatures

Excellence des résultats et éléments de motivation

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

Sur dossier

Parcours Droit du marché et du patrimoine artistiques

Attendus

* Disposer d'une solide formation en droit.

Des connaissances en droit privé, notamment en droit des obligations, en droit des contrats spéciaux, en droit des affaires, en droit des libertés fondamentales sont particulièrement attendues. Des connaissances en droit public ne sont pas négligeables.

* Disposer de connaissances et de préférence d'une formation diplômante en histoire de l'art.

Le parcours droit du marché et du patrimoine artistiques préparant aux métiers du marché de l'art et du patrimoine culturel, il est indispensable que les candidats aient des connaissances en histoire de l'art, de préférence dans le cadre d'une formation diplômante (Licence ou Licence accélérée, 1^{er} cycle de l'École du Louvre, etc...).

* Avoir effectué des stages

Le parcours droit du marché et du patrimoine artistiques se veut professionnalisant. Il est accessible aux candidats qui manifestent, notamment par la réalisation de stages (maisons de ventes, galeries, musées et sites patrimoniaux, cabinets d'avocats...), leur forte motivation de s'insérer professionnellement.

* Disposer de compétences méthodologiques et comportementales afin d'être capable de travailler en autonomie et en groupe.

Critères généraux d'examen des candidatures (par exemple : résultats et compétences académiques, acquis méthodologiques, motivation, stages...)

* Avoir obtenu de bons résultats au cours des trois années de Licence en droit.

* Justifier de connaissances en histoire de l'art.

* Avoir effectué des stages en adéquation avec le projet professionnel.

* Manifester une forte motivation à intégrer des professions en relation avec l'art et la culture, en particulier des métiers des secteurs du marché de l'art et du patrimoine culturel.

Modalités d'examen des candidatures

L'admission au parcours droit du marché et du patrimoine artistiques se fait sur dossier et entretien. Le jury d'admission porte une attention particulière aux résultats obtenus par le candidat durant sa formation, aux stages qu'il a réalisés (nombre, durée, adéquation au projet professionnel), ainsi qu'à la motivation qui ressort de la lettre écrite à cet effet.

Parcours Droit privé général

Attendus

Bonne formation en droit civil, spécialement en droit des obligations

Critères généraux d'examen des candidatures

Les candidatures seront examinées au regard de critères académiques (qualité des résultats) et de la motivation

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier

Parcours Histoire du droit

Attendus

De bons résultats dans les matières d'histoire du droit suivies depuis la première année ; acquisition d'au moins trois semestres d'histoire du droit, idéalement quatre.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les candidatures seront examinées au regard de critères académiques (qualité des résultats) et de la motivation

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier.

Parcours Droit des personnes et des familles

Attendus

- Licence de droit
- Bonne maîtrise du raisonnement juridique
- Bonne maîtrise du droit civil, patrimonial (droit des biens, droit des obligations, droit des contrats spéciaux) et extrapatrimonial (droit des personnes et de la famille)
- Bonne maîtrise du droit pénal
- Bonne maîtrise des questions de procédure

Critères généraux d'examen des candidatures

Éléments prépondérants : résultats et compétences académiques :

- Résultats au baccalauréat

- Résultats obtenus pour chaque année de L1, L2 et L3 : moyenne générale et notes dans les matières fondamentales (avec travaux dirigés)
- Résultats spécifiquement obtenus en droit civil, en droit pénal et en procédure

Autres éléments susceptibles d'être pris en considération :

- Autre cursus suivi, en parallèle ou non : Collège de droit, double licence, autre formation, classe préparatoire aux concours d'accès aux Grandes écoles, etc.
- Compétences linguistiques
- Stages : préciser la structure d'accueil (en cabinet, en entreprise, etc.), l'activité confiée, le bilan de l'expérience
- Autres activités : artistiques, sportives, associatives, etc.
- Lettre de motivation
- Projet professionnel

Modalités d'examen des candidatures

- Sélection sur dossier
- Les responsables du Parcours se réservent la possibilité d'organiser en outre un entretien individuel.

Parcours Ingénierie contractuelle – droit civil économique

Attendus

Le Master Droit privé économique est offert aux étudiants titulaires d'une licence de droit privé désireux de s'orienter vers les métiers liés au droit de l'entreprise dans toute sa diversité.

Au-delà de capacités de réflexion et de raisonnement attendues de tout juriste, il suppose de solides bases dans différentes matières du droit civil – en particulier en droit des obligations et en droit des contrats spéciaux – mais aussi en droit des affaires (concurrence et distribution) et en droit social (droit du travail).

Critères généraux d'examen des candidatures

L'admission au parcours se trouve essentiellement subordonnée au niveau des résultats académiques, lesquels doivent témoigner d'une bonne maîtrise des disciplines de droit privé. La justification de stages et d'expériences professionnelles est appréciée.

Modalités d'examen des candidatures

Les candidatures font l'objet d'un examen sur dossier ; un entretien peut être organisé.

MENTION DROIT PUBLIC

Parcours Droit et stratégies de la sécurité

Attendus

Être titulaire d'une licence en droit privé ou public de l'université Panthéon-Assas comme d'autres universités

Critères généraux d'examen des candidatures

Sont pris en compte les résultats académiques, les stages, la motivation et le projet professionnel.

Les engagements dans les domaines de la sécurité – notamment au titre de la réserve (police, gendarmerie, armée, sécurité civile ...) - comme les activités associatives (association d'aide aux victimes ...) peuvent constituer un plus.

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier

Parcours Sécurité et défense

Attendus

Cohérence et adéquation de la formation antérieure, qualité des résultats déjà obtenus depuis le baccalauréat, acquisition d'un niveau de connaissances adaptées à la formation et maîtrise de l'anglais.

Critères généraux d'examen des candidatures

Liens déjà établis par le candidat depuis le baccalauréat avec les institutions de sécurité et/ou de défense ainsi qu'informations précises qu'il donne sur sa pratique sportive et/ou associative, sa motivation personnelle et son projet professionnel

Modalités d'examen des candidatures

Examen individuel et comparatif du dossier par le responsable du recrutement à la suite, le cas échéant, d'un entretien avec lui en présentiel ou à distance

Parcours Droit public approfondi

Attendus

Les candidats doivent avoir suivi un cursus juridique et avoir spécialement acquis des compétences dans les matières relevant du droit public. Une solide maîtrise des droits constitutionnel et administratif français, aussi bien dans leur étude générale que spéciale (contentieux, droit comparé etc.) est indispensable. Une bonne connaissance des rapports entre les systèmes juridiques nationaux et internationaux (droit de l'Union européenne) ainsi que des questions contemporaines en matière de libertés est également appréciée.

Les candidatures reflétant des parcours plus originaux (double diplôme, double formation, année de césure ou échange international etc.) sont bienvenues mais doivent en toute hypothèse manifester un socle minimal de compétences juridiques en droit public interne.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les résultats académiques obtenus tout au long de la formation sont pris en considération d'une part, au regard de la moyenne générale et surtout la mention obtenue lors de chaque année du cursus et d'autre part, au regard des notes obtenues dans les matières spécialement en lien avec la formation dispensée dans le diplôme (c'est-à-dire toutes les matières, générales ou spéciales, relevant principalement du droit public interne).

La motivation, faisant apparaître les raisons qui justifient la candidature au parcours (notamment l'exposé du projet professionnel), ainsi que les stages ou activités professionnelles éventuellement effectués dans les secteurs juridiques ou en administration sont également appréciés.

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures est effectué sur dossier. Il pourra être, le cas échéant, complété par un entretien.

Parcours Droit public de l'économie

Attendus

Les candidats seront sélectionnés, d'abord, en fonction de leur maîtrise du droit public général – en particulier le droit administratif, le droit administratif des biens, le droit des contrats publics, le contentieux administratif, le droit constitutionnel, les libertés fondamentales. Par ailleurs, une solide connaissance des droits européens et du droit privé (droit des obligations, droit des affaires) est particulièrement bienvenue.

Les candidatures venues d'une double licence sont évidemment possibles et souhaitables – à condition toutefois que les connaissances juridiques soient suffisantes. De même, les étudiants ayant suivi une partie de leur étude à l'étranger peuvent tout à fait candidater : c'est un élément qui peut s'avérer très favorable ; il faudra toutefois convaincre que les matières suivies à l'étranger permettront de suivre utilement la scolarité du Master.

Critères généraux d'examen des candidatures

D'une part, les candidatures seront appréciées en fonction de l'ensemble du parcours de l'étudiant. De bons résultats dans les derniers semestres avant le Master constituent un élément favorable, de même qu'une progression tout au long du cursus.

Une attention particulière est portée aux résultats dans les matières décisives pour le Master (notamment droit administratif, droit administratif des biens, contrats administratifs, contentieux, libertés, droit des obligations).

D'autre part, l'étudiant doit expliquer clairement ses motivations. Il doit faire apparaître en particulier le projet professionnel qu'il a formé et la nécessité, pour y parvenir, d'être diplômé du Master droit public de l'économie.

Bien sûr, des expériences extra-universitaires (séjour à l'étranger, stage, ouvertures intellectuelles diverses, ...) représentent un aspect favorable – et qui peut être important – de la candidature.

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures est effectué sur dossier. Il pourra être, le cas échéant, complété par un entretien.

Parcours Vie publique et relations institutionnelles

Attendus

- De bonnes connaissances en droit public général et éventuellement, si le parcours du candidat s'y prêtait, en affaires publiques ;
- Une expérience d'un stage serait appréciée (mais non obligatoire)

Critères généraux d'examen des candidatures

- Les résultats en droit constitutionnel ;
- La motivation du candidat ;
- La cohérence des options retenues au cours de la Licence au regard du projet professionnel envisagé ;
- La qualité de l'éventuel stage accompli.

Modalités d'examen des candidatures

- Admission sur dossier

Parcours Droit sanitaire et social

Attendus

- Aucun prérequis obligatoire, ni en compétences, ni en connaissances.
- Il est cependant recommandé d'avoir suivi un cours de droit administratif général (sur deux semestres), un cours de droit civil des obligations (sur deux semestres), de même qu'un cours de droit de la sécurité sociale ou de protection sociale.

Critères généraux d'examen des candidatures

Outre les résultats académiques obtenus, l'examen des candidatures tient particulièrement compte des stages déjà effectués ou en cours (attestations à produire), de la cohérence du projet professionnel ainsi que de la motivation à intégrer le diplôme (v. la page dédiée au master sur le site internet de l'Université pour ce qui concerne ses débouchés).

Modalités d'examen des candidatures

L'examen des candidatures se fait exclusivement sur dossiers.

Parcours Histoire du droit

Attendus

De bons résultats dans les matières d'histoire du droit suivies depuis la première année ; acquisition d'au moins trois semestres d'histoire du droit, idéalement quatre.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats acquis dans les matières d'histoire du droit et de droit public depuis la première année ; double cursus éventuel ; séjour à l'étranger ; maîtrise de langues scientifiques autres que l'anglais (allemand, italien) et de langues anciennes (latin, grec).

Modalités d'examen des candidatures

Admission sur dossier.

Parcours Philosophie du droit et droit politique

Attendus

Les candidats devront avoir au moins suivi l'un des enseignements suivants dans leur parcours de Licence : droit constitutionnel, philosophie du droit, histoire de la pensée politique ou théorie du droit. Il serait cependant souhaitable qu'ils aient pu suivre au moins deux de ces enseignements.

Critères généraux d'examen des candidatures

De bons résultats dans les matières des prérequis

Modalités d'examen des candidatures

Sur dossier.

Parcours Concours A+

Attendus

- Appétence pour une carrière dans la fonction publique
- Aisance rédactionnelle : être capable de produire une réflexion personnelle sur des sujets en lien avec le droit public
- Expression fluide à l'oral
- Adaptabilité et capacité d'assimilation des conseils méthodologique : être prêt à se tourner progressivement vers la préparation des concours.
- Curiosité intellectuelle afin de faciliter l'assimilation en M2 de disciplines jusque là peu explorées (Finances publiques, économie, questions sociales...)
- Suivi régulier de l'actualité politique, juridique et économique
- Grande puissance de travail

Critères généraux d'examen des candidatures

- Solidité des résultats universitaires
- Qualité de la motivation
- Existence de stages effectués notamment dans le secteur public
- Sans être exigée, l'existence d'un investissement associatif ou la variété des expériences professionnelles pourra constituer un plus.

Modalités d'examen des candidatures

Admissibilité sur dossier, admission sur entretien

MENTION DROIT SOCIAL

Parcours Droit social général

Attendus

Le candidat doit avoir suivi les cours de droit du travail proposés en licence portant sur les relations individuelles de travail et les relations collectives de travail. Il doit placer au cœur de son projet professionnel l'apprentissage approfondi du droit social (droit du travail et droit de la protection sociale) et la maîtrise de la méthode guidant le raisonnement. L'appétence pour la

lecture des ouvrages et revues de référence est un axe majeur du développement de ces qualités chez les étudiants du Parcours. Ceux-ci doivent éprouver un goût prononcé pour la perfection du raisonnement au service de la pratique sociale.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'admission au Parcours Droit social général dépend du niveau des résultats académiques. Aucun redoublement ni passage d'examen à la session de rattrapage au cours des trois années de la licence n'est admis, sauf justification particulière. L'adéquation entre la motivation de l'étudiant et les attendus spécifiques du Parcours est vérifiée à la lecture de la lettre de motivation et, en général, au regard d'un dossier de présentation qui doit être soignée. La réalisation d'un stage en droit social est un atout supplémentaire mais non indispensable. La maîtrise de la langue anglaise, attestée par un diplôme ou test officiel, est également un atout supplémentaire.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection s'effectue sur dossier uniquement.

Parcours Droit et pratique des relations de travail

Attendus

Licence en droit.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques
Niveau en langues
Cohérence du Parcours
Stages ou apprentissages.

Modalités d'examen des candidatures

Dossier – entretien

Parcours Protection sociale et rémunérations

Attendus

Sont requis une moyenne générale satisfaisante au cours de la Licence ainsi que des bons résultats en droit du travail.

Le fait d'avoir suivi la matière « droit du travail » en TD, de maîtriser au moins une langue étrangère (notamment l'anglais) et/ou de justifier d'une première expérience professionnelle dans une structure juridique sera particulièrement apprécié.

Critères généraux d'examen des candidatures

Le premier critère d'examen est académique : les résultats universitaires seront spécialement appréciés et la maîtrise des bases du droit du travail sera particulièrement attendue.

Le second critère dépend de la motivation du candidat tenant dans l'élaboration d'un projet professionnel cohérent au regard de la formation.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection s'effectue en deux temps : dans un premier temps, sur dossier et, dans un second temps, à l'issue d'un entretien oral d'une dizaine de minutes au cours duquel l'échange portera sur le parcours du candidat, ses connaissances en droit social, son projet professionnel et ses domaines d'intérêt.

MENTION DROITS DE L'HOMME ET JUSTICE INTERNATIONALE

Parcours Droits de l'homme et droit humanitaire

Attendus

Des compétences en droit international public sont exigées ainsi qu'en droit des libertés ou/et droits de l'homme. Les candidats doivent également disposer de connaissances en droit européen et avoir de solides notions du droit de la Convention européenne des droits de l'homme. Une connaissance du système des Nations Unies est également attendue.

Des engagements extra universitaires (stages, engagement auprès d'ONG...) sont également attendus ainsi que des compétences linguistiques en anglais.

Critères généraux d'examen des candidatures

Candidats titulaires d'une licence ;

Candidats titulaires d'un diplôme de niveau au moins équivalent ou au bénéfice de la validation d'un niveau reconnu équivalent ou d'acquis liés à l'expérience professionnelle et aux travaux personnels des candidats, sur décision du responsable du diplôme.

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

L'examen des candidatures se fait sur dossier.

Parcours Justice pénale internationale

Attendus :

- Avoir des connaissances avancées en droit international public et/ou droit pénal et/ou relations internationales
- Avoir déjà une représentation des métiers accessibles à la suite d'une formation en droit international pénal / droit pénal international
- Maîtriser les compétences numériques au niveau attendu en fin de Licence
- Maîtriser une langue étrangère à un niveau au moins équivalent au B1
- Maîtriser sa communication orale et écrite

Critères généraux d'examen des candidatures

- Résultats et compétences académiques
- Stages et expériences associatives
- Projet professionnel et motivations

Modalités d'examen des candidatures

- Dossier
- Entretien (sous réserve)

MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

Parcours Justice, procès, procédures

Attendus

- Formation sélective, accessible aux titulaires d'un diplôme national conférant le grade de licence en droit ou d'un diplôme équivalent dans le domaine compatible avec les enseignements du master Justice, procès, procédures.
- Avoir suivi, si l'Université d'origine offre cette formation en Licence, un cours d'institutions juridictionnelles, des cours de procédure civile et/ou de procédure pénale (si possible avec TD), et/ou des cours de droit du contentieux (public, international, etc.), et/ou de droit processuel le cas échéant.
- De manière générale, avoir un parcours révélant un intérêt et des compétences pour les matières relevant de la justice ainsi que les disciplines « d'ouverture » telles que l'histoire, la philosophie, la sociologie, la science politique, etc.

Critères généraux d'examen des candidatures

Critères principaux :

Le Master « Justice, procès, procédures » est une formation d'excellence préparant :

-aux *métiers de la justice* : magistrat (ENM), avocat (examen d'entrée au CRFPA), avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, autres professions judiciaires (médiateurs, huissiers de justice, greffiers, métiers de l'arbitrage, ...)

- et aux *métiers sur la justice* : communication juridique et judiciaire, lobbying, journalisme juridique, presse judiciaire, métiers de l'édition juridique, ...

Il vise également à préparer les étudiants à des thèses universitaires (dans le cadre d'un contrat doctoral) ou professionnelles (conventions CIFRE).

L'admission dans le Master suppose donc d'avoir acquis un solide socle de juriste généraliste, non seulement en droit privé (droit des obligations, droit de la famille...) mais aussi en droit public.

L'obtention de mentions est particulièrement prise en compte.

Les profils originaux sont également valorisés : double licences (histoire et droit, par ex.), classes préparatoires (A/L, D1, etc.), parcours à l'étranger, collège de droit, etc.

Plus particulièrement, l'obtention de solides résultats dans les matières relatives à la justice sera prise en considération (procédure civile, procédure pénale, contentieux administratifs, institutions juridictionnelles, etc.).

La qualité des résultats obtenus dans des matières démontrant de la part du candidat ou de la candidate une ouverture transdisciplinaire sera également valorisée : histoire du droit, philosophie du droit, sociologie du droit, économie du droit, etc.

Éventuellement :

- avoir réalisé des stages en juridiction, en cabinet d'avocat, en études d'huissiers de justice ;

- s'être investi dans des activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'université ou de l'institution ;

- le cas échéant, avoir déjà tenu un journal, participé à l'organisation d'événements, avoir effectué des stages en lien avec l'élaboration des normes (en administration, en collectivité ou au Parlement), avoir contribué activement à une activité associative ou exercé une activité dans le domaine de la communication, surtout si le candidat ou la candidate se destine à la spécialité Communication et Sociologie du droit et de la justice ;
- le cas échéant, manifester une certaine ouverture culturelle ou internationale.

Modalités d'examen des candidatures

La mention « Justice, procès, procédures » est composée d'un parcours unique « Justice, procès, procédures ». Le parcours unique « Justice, procès, procédures » se décline en trois spécialités en deuxième année :

- . *spécialité 1 JDP. « Justice et droit du procès »* (plutôt orientée vers la magistrature, sans exclure d'autres professions judiciaires),
- . *spécialité 2 CAMARD. « Contentieux arbitrage et MARD »* (plutôt orientée vers les professions d'avocat et celles liées à l'arbitrage, la médiation, etc., sans exclure magistrature, commissaires de justice, etc.).
- . *spécialité 3 CSDJ. « Communication, sociologie du droit et de la justice »* (plutôt orientée vers la communication juridique et judiciaire, l'édition juridique et judiciaire ; affaires publiques et lobbying, sans exclure les professions judiciaires).

Le ou la candidate indique, au moment de sa candidature, la mention et le parcours (unique) auquel il ou elle candidate : Mention « Justice, procès, procédures », Parcours « Justice, Procès, procédures ».

Il ou elle doit également indiquer *la ou les spécialités de 2^e année de Master pour lesquelles il ou elle candidate.*

Il est possible de mentionner plusieurs spécialités de deuxième année ou une seule.

L'examen des candidatures, qui se fait sur dossier (complété le cas échéant par un entretien physique ou en ligne), prendra en compte les souhaits ainsi exprimés et hiérarchisés.

Les candidats retenus favorablement recevront un courriel individuel, à l'adresse électronique qu'ils auront fournie, leur indiquant à la fois le principe de leur admission et la spécialité de deuxième année de parcours pour laquelle leur candidature est retenue.

Ils pourront ainsi faire un choix éclairé sur la plateforme MM pour confirmer ou non leur inscription au vu des informations ainsi communiquées.

MENTION JURISTE EUROPÉEN

Parcours Berlin/Londres (Humboldt Universität/King's College)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques anglais et/ou allemand

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation et droits de Common law et/ou Civilisation, langue et droit allemand, de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'anglais et de l'allemand
Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Londres. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

*King's College London : Paiement des frais d'inscription au LLM avec une remise de 20% accordée aux étudiants du programme. A titre dérogatoire, les étudiants bénéficient actuellement du tarif applicable aux britanniques (home fees) malgré le Brexit. En 2024-2025 leurs frais d'inscription, après remise, s'élèvent à £ 16997. Par comparaison, ils seraient de 26760£ si le tarif « overseas », après remise, leur avait été appliqué. La situation pourrait évoluer dans les années à venir.

Parcours Berlin/Amsterdam (Humboldt Universität/Universiteit van Amsterdam)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques anglais et/ou allemand

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation et droits de Common law et/ou Civilisation, langue et droit allemand, de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'anglais et de l'allemand

Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Amsterdam. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

* Universiteit van Amsterdam : 2530 €

Parcours Berlin/Rome (Humboldt Universität/Sapienza Università)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'italien

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques allemand et/ou italien

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation, langue et droit allemand de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'allemand et de l'italien

Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Rome. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

* Sapienza Università : environ 100 €

Parcours Berlin/Athènes (Humboldt Universität/National and Kapodistrian University)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques anglais et/ou allemand

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation et droits de Common law et/ou Civilisation, langue et droit allemand, de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'anglais et de l'allemand

Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Athènes. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

*Université nationale et kapodistrienne d'Athènes : 2200€

Parcours Berlin/Lisbonne (Humboldt Universität/Universidade Catolica Portuguesa)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques anglais et/ou allemand

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation et droits de Common law et/ou Civilisation, langue et droit allemand, de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'anglais et de l'allemand

Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Lisbonne. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

*Universidade Catolica Portuguesa : 7000 €

Parcours Berlin/Madrid (Humboldt Universität/Universidad Autonoma)

Attendus :

Une Licence en droit ou tout diplôme de niveau équivalent

Une bonne maîtrise de l'allemand et de l'espagnol

Des connaissances portant sur les systèmes juridiques espagnol et/ou allemand

Il est recommandé aux candidats d'avoir suivi en Licence la formation du Diplôme d'université Civilisation, langue et droit allemand et/ou Civilisation et droits espagnols de l'Université Panthéon Assas ou des diplômes comparables d'autres universités.

Critères généraux d'examen des candidatures :

Résultats suffisants durant les trois années de Licence au regard du niveau requis par les universités partenaires

Maîtrise de l'allemand et de l'espagnol

Motivation solide pour une mobilité de deux ans

Modalités d'examen des candidatures :

Les candidatures sont examinées sur dossier par les directeurs de la formation avec éventuellement un entretien.

Frais d'inscription :

L'année de M1 s'effectue à Berlin et celle de M2 à Madrid. Les étudiants sont inscrits tout au long du cursus à Paris-Panthéon-Assas et s'y acquittent de leurs droits universitaires ; ils sont également soumis au paiement des frais d'inscription ou frais administratifs auprès des universités partenaires.

*Paris-Panthéon-Assas : 243 €

*Humboldt-Universität Berlin : environ 315 €

*Universidad Autonoma : 2736 €

MENTION POLITIQUES PUBLIQUES

Parcours Administration et politiques publiques

Attendus

Le Master « Politiques publiques » étant pluridisciplinaire, les étudiants présents sont souvent d'origines académiques très différentes. Les profils dominants restent les étudiants en science politique (parfois issus des Instituts d'études politiques) et en droit public qui se destinent aux métiers des affaires publiques. Mais sont également appréciés les profils émanant de formations en sociologie, en économie ou en histoire, ainsi que les étudiants d'école de commerce. Enfin, de manière plus marginale, le Master s'ouvre parfois à des étudiants ayant suivi des formations d'ingénieur ou des études scientifiques qui avancent des motivations claires pour les affaires publiques.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les critères de sélection se fondent d'abord sur l'examen des notes obtenues pendant l'ensemble du parcours antérieur dans l'enseignement supérieur. Cette évaluation du parcours académique est complétée par différents éléments : examen de la lettre de motivation explicitant les raisons de ce choix de Master et anticipant éventuellement déjà sur plusieurs orientations professionnelles ; analyse du CV, en particulier des expériences associatives ou des différentes formes d'engagement dans les affaires publiques.

A l'issue d'une première sélection sur dossier, une audition sera organisée pour établir la liste des candidats admis. Cette audition vise à apprécier plus finement encore les motivations et projets des candidats, ainsi que les principaux aspects de leur personnalité.

Modalités d'examen des candidatures

Première sélection sur le dossier. Audition de 10 minutes avec un jury composé du directeur et de deux enseignants du Master pour l'admission.

MENTION RELATIONS INTERNATIONALES

Parcours Défense et dynamiques industrielles

Attendus

Les étudiants titulaires d'une licence de science politique, de droit, d'économie ou d'histoire ont une formation correspondant aux bases requises pour suivre la formation du M1 « *Défense et dynamiques industrielles* ».

Les étudiants titulaires d'un « bachelor » obtenu dans une université étrangère sont également invités à concourir si les dominantes de leurs études correspondent aux parcours privilégiés en France.

Les étudiants recrutés doivent maîtriser l'anglais comme langue de travail puisqu'ils seront amenés à travailler dans cette langue dans les entreprises qui les recruteront en apprentissage. La maîtrise d'une deuxième langue (plus particulièrement l'allemand) est également souhaitée.

Critères généraux d'examen des candidatures

Outre l'examen du curriculum vitae universitaire, une attention particulière est portée aux stages effectués par les candidats, de préférence dans le secteur des industries de défense.

A côté de ces stages, une participation aux séminaires de l'Ihedn ou encore le statut de réserviste sont considérés comme des atouts supplémentaires pour le recrutement. Le statut de sportif de haut niveau ou une excellence reconnue dans un domaine particulier (musique, théâtre...) sont également considérés comme des points positifs.

En tout état de cause, les étudiants sélectionnés doivent montrer un intérêt pour les problématiques industrielles de défense.

Modalités d'examen des candidatures

Les candidatures feront l'objet d'un double traitement. A la suite de l'examen des dossiers, accompagnés d'une lettre de motivation, 25 à 30 candidats sont déclarés admissibles.

L'admission est décidée à la suite d'un oral d'un quart d'heure au cours duquel les étudiants sont invités à présenter les raisons de leur candidature en cohérence avec leur parcours antérieur et les raisons de leur intérêt pour le secteur des industries de défense. Le directeur du Master, le directeur des études et un ancien du Master travaillant dans le secteur des industries de défense composent le jury.

Parcours Relations internationales

Attendus

Le Master est ouvert aux titulaires d'une licence en sciences humaines et sociales (de préférence droit, science politique, histoire et économie), obtenue après un parcours à l'université ou bien

en classes préparatoires aux grandes écoles (système d'équivalence). Les diplômés d'un premier cycle universitaire effectué à l'étranger peuvent également postuler.

Critères généraux d'examen des candidatures

4 critères permettent d'apprécier la qualité de la candidature et doivent être impérativement réunis pour l'admission :

- Excellence du dossier académique du baccalauréat jusqu'à la licence
- Cohérence du projet professionnel exposé dans la lettre de motivation
- Niveau de langue certifié A ou éventuellement B dans au moins deux langues vivantes
- Expérience internationale (stages, séjour à l'étranger, engagement associatif...)

Modalités d'examen des candidatures

Examen sur dossier permettant de déterminer l'admissibilité, puis entretien d'admission de 10 minutes avec un jury composé des directeurs de master et de membres de l'équipe pédagogique. En 2023, 2200 dossiers environ ont été examinés par écrit par la commission, 120 étudiants ont été entendus à l'oral.

MENTION SCIENCE POLITIQUE

Parcours Études politiques

Attendus

Les étudiants ayant suivi un cursus antérieur en sciences humaines et sociales, notamment en science politique, sciences juridiques, provenant d'un IEP ou de classes préparatoires littéraires peuvent être admis dans le master mention Science politique parcours Études politiques de Paris-Panthéon-Assas.

Mentions de licences conseillées :

- Science politique
- Droit
- Philosophie
- Histoire / Géographie
- Sociologie
- Communication

Critères généraux d'examen des candidatures

Compte tenu du nombre très élevé de candidatures, l'évaluation des dossiers par la commission de recrutement privilégie les éléments suivants :

- type de formation antérieure en sciences sociales, juridiques et/ou littéraires (science politique, histoire, sociologie, philosophie, droit, communication) : licence, bi-licence, classes préparatoires
- notes et mentions obtenues dans le cadre de la licence ou équivalent,
- stages effectués et compétences acquises
- motivation du candidat

- cohérence de son cursus tant du point de vue de son orientation professionnelle que du caractère adapté de sa formation antérieure avec le choix du master

Modalités d'examen des candidatures

Examen du dossier (admissibilité) + entretien (admission)

ÉCONOMIE

MENTION ANALYSE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Parcours Recherche en sciences économiques

Attendus :

- **Profil** : avoir obtenu une licence d'économie ou d'économie-gestion, de préférence dans un parcours avec une forte composante en économie quantitative et statistiques.
- **Capacité d'analyse** : Avoir une bonne maîtrise des théories microéconomiques et macroéconomiques enseignées en licence et savoir les mobiliser pour analyser, de manière argumentée, un phénomène économique.
- **Maîtrise des outils statistiques et d'analyse de données**: disposer d'un socle solide de connaissances en statistique et en économétrie.
- **Capacité de synthèse et de communication** : être capable de synthétiser et d'expliquer, en français et en anglais, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit, un raisonnement et un résultat.
- **Qualités personnelles** : être autonome, savoir prendre des initiatives, être curieux de son environnement, savoir s'intégrer et travailler en équipe.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques : Il est essentiel d'avoir obtenu de très bons résultats en 3^{ème} année de licence dans les matières suivantes :

- Macroéconomie
- Microéconomie
- Mathématiques
- Statistiques
- Econometrie

Les résultats dans les autres matières ainsi que pour l'ensemble des années de licence seront également examinés.

Acquis méthodologiques : Le candidat devra pouvoir montrer qu'il est capable mobiliser ses connaissances académiques pour articuler un raisonnement économique et proposer une analyse argumentée d'un phénomène économique

Motivation : Le candidat devra montrer son appétence pour l'analyse statistique et économique. Son projet professionnel devra être en adéquation avec les débouchés naturels du Master (évaluation des politiques publiques, réalisation d'études économiques, recherche académique)

Mémoire : Le fait d'avoir réalisé un mémoire ou des projets, seul ou en groupe, et de pouvoir en restituer clairement la méthodologie et les conclusions sera valorisé.

Stage : Le fait d'avoir effectué un stage dans le domaine de l'analyse économique au sens large, en France et/ou à l'étranger pourra être valorisé.

Modalités d'examen des candidatures

La première phase de l'examen des candidatures se fera **sur dossier**. Les candidats ayant été retenu lors de cette première phase seront convié à un **entretien**.

MENTION ÉCONOMÉTRIE, STATISTIQUE

Parcours Ingénierie statistique et financière

Attendus

Le profil attendu d'un candidat est un étudiant qui a acquis de solides connaissances en économie, en statistiques, en mathématiques, qui a de bonnes compétences en informatique et un bon niveau d'anglais. Le candidat maîtrise les méthodes quantitatives utilisées en économie, il est à l'aise avec la programmation. Il est capable de :

- Raisonner : Capacité d'analyse et de synthèse, Posséder une pensée critique
- Appliquer ses connaissances : Maîtriser les concepts fondamentaux, Ancrer les applications sur les concepts, Manier des outils numériques, Savoir identifier les problèmes.

Les formations les plus adaptées sont les licences d'économie, économie-gestion, MIASHS, MASS, bi licences math éco ou équivalent, grandes écoles.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les résultats et compétences académiques, ainsi que la motivation à intégrer le master sont les critères principaux d'examen des candidatures. Les résultats obtenus et compétences acquises dans les matières quantitatives, évalués par le contenu de la formation suivie, les relevés de notes et au cours de l'entretien, sont des critères essentiels. La motivation est appréciée, outre la lettre de motivation, au cours de l'entretien, par le projet de formation, la connaissance de la formation et la cohérence du projet.

Les stages constituent un critère complémentaire.

Modalités d'examen des candidatures

Une pré-sélection des candidats est effectuée sur dossier. Un entretien est organisé pour les candidats présélectionnés.

MENTION ÉCONOMIE DE L'ENTREPRISE ET DES MARCHÉS

Parcours Stratégies de l'entreprise et économie des organisations

Attendus

Les prérequis exigés concernent les mathématiques, statistiques, techniques quantitatives (économétrie dont la maîtrise d'un logiciel. Le logiciel Stata est fortement conseillé), la macroéconomie, la microéconomie, la théorie des jeux, l'économie industrielle, l'anglais économique, l'analyse financière, l'informatique (Python, R, Excel), la comptabilité privée et le management industriel et logistique.

Critères généraux d'examen des candidatures

Il est recommandé d'être titulaire d'un diplôme national de Licence, quelle que soit l'université d'origine en sciences économiques, économétrie sciences de gestion, MASS, MIAGE, mathématiques, informatique ou d'une grande école d'ingénieur ou ayant une formation équivalente en analyse économique.

La motivation, le projet professionnel et sa cohérence avec la formation visée sont essentiels.

Modalités d'examen des candidatures

Admissibilité sur dossier, admission après entretien.

MENTION ÉCONOMIE DU DROIT

Parcours Économie du droit

Attendus

Les étudiants doivent être titulaires d'une Licence en économie (ou équivalent).

A noter la possibilité pour les étudiants titulaires d'une double licence en économie et en droit la possibilité d'être admis en Master Économie du Droit ainsi qu'en Master Droit des Affaires et Économie

Critères généraux d'examen des candidatures

L'évaluation porte à la fois sur le parcours et les résultats obtenus en licence ainsi que sur la lettre de motivation du candidat. Il n'y a pas de conditions spécifiques exigées si ce n'est un bon parcours universitaire et une motivation réelle pour l'interdisciplinarité entre économie et droit.

Modalités d'examen des candidatures

Les candidatures sont examinées sur dossiers. La direction du Master se réserve la possibilité de contacter ponctuellement les candidats pour obtenir des précisions sur leur dossier.

MENTION ÉCONOMIE ET MANAGEMENT PUBLICS

Parcours Économie et management publics

Attendus

Le Master est ouvert :

- aux candidats titulaires d'une Licence, obtenue notamment dans l'une des disciplines suivantes: Sciences Économiques, Sciences de Gestion, Droit, AES-AGE, Science Politique;
- aux candidats titulaires d'un diplôme français ou étranger de niveau au moins équivalent: Écoles de commerce, Écoles d'ingénieur ou Instituts d'Études Politique notamment.

Critères généraux d'examen des candidatures

La sélection est effectuée principalement sur la base :

- des résultats et compétences académiques ;
- de la motivation des candidats ;

- de la concordance du projet d'études et du projet professionnel avec les finalités générales de la formation.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection est effectuée en deux étapes sur la base :

- d'une étude des dossiers de candidature
- d'un entretien de motivation

MENTION MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL

Parcours Management et commerce international

Attendus :

Les compétences et connaissances attendues correspondent à celles d'un niveau de licence de sciences économiques et gestion. Les autres formations peuvent être considérées sous réserve de l'excellence des résultats. Les doubles formations (de type « double licence », CMI, D.U.,...) sont également appréciées.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les critères de recrutement sont les suivants :

- Qualité des résultats académiques notamment dans les matières composant le programme de licence de sciences économiques et de gestion
- Maîtrise des langues vivantes (en particulier de l'anglais)
- Motivation à rejoindre le Master Management et Commerce International
- Motivation à rejoindre une formation en apprentissage
- Adéquation du projet professionnel du candidat avec la formation proposée

Modalités d'examen des candidatures

La procédure de recrutement comprend deux phases : une première étape est l'admissibilité sur dossier (comprenant les résultats du baccalauréat, des années post-baccalauréat, d'un curriculum vitae précisant les éventuels stages et autres activités que le candidat souhaite porter à la connaissance du jury et d'une lettre de motivation). La seconde étape est un entretien où le candidat fera part de sa motivation à rejoindre le Master Management et Commerce International.

MENTION MONNAIE, BANQUE, FINANCE, ASSURANCE

Parcours Techniques financières et bancaires

Attendus

Formations : Licence en économie, double licence (économie et droit, économie et langues), licence MASS avec mineure en économie, licence en gestion avec prérequis suffisants en mathématiques et économétrie, école de commerce avec les prérequis suffisants (cf. matières ci-dessous).

Matières indispensables : Mathématiques, statistiques, économétrie, microéconomie, macroéconomie, informatique (notions d'algorithmiques et de programmation), Finance.

Connaissances basiques en finance (calculs financiers avec taux d'intérêt, notions de comptabilité, activités des intermédiaires financiers).

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques : Il est essentiel d'avoir obtenu de très bons résultats en 2ème et 3ème année de licence dans les matières suivantes : Macroéconomie, Monnaie, Banque, Finance, Mathématiques, Statistiques, Économétrie, Informatique, Anglais.
Les résultats dans les autres matières ainsi que pour l'ensemble des années de licence seront également examinés.

Acquis méthodologiques : Le candidat devra pouvoir montrer qu'il est capable de mobiliser ses connaissances académiques pour articuler un raisonnement et proposer une analyse argumentée des phénomènes économiques et financiers observés.

Motivation : Le candidat devra montrer son appétence pour l'analyse financière, l'économie monétaire et bancaire, le domaine de l'assurance et la finance. Son projet professionnel devra être en adéquation avec les débouchés naturels du Master (activités de banque-assurance et finance ; la gestion d'actifs, la gestion des risques, l'assurance ; économiste dans les institutions monétaires, bancaires et financières ; activités dans les domaines du private equity, du M&A, de l'audit ; trader ; Analyste)

Stage : Le fait d'avoir effectué un stage dans le domaine de la banque, l'assurance, la finance ou dans toute autre entreprise ou institution, en France et/ou à l'étranger pourra être valorisé.

Expérience associative et collective.

Entretien : clarté de l'expression orale, aisance relationnelle du candidat, précisions des réponses, niveau en économie/finance/anglais.

Modalités d'examen des candidatures

La première phase de l'examen des candidatures se fera **sur dossier**. Le dossier comprenant les relevés de notes jusqu'à la licence, un CV et une lettre de motivation.
Les candidats ayant été retenus lors de cette première phase seront conviés à un **entretien**.

Parcours Finance

Attendus

Licence en économie ou double licence (économie et droit, économie et langues), ou licence MASS avec mineure en économie, licence en gestion avec prérequis suffisants en mathématiques et économétrie, Master 1 école de commerce avec les prérequis suffisants (cf. matières ci-dessous).

Matières indispensables : statistiques, économétrie, microéconomie, macroéconomie, informatique (notions d'algorithmiques et de programmation)

Connaissances basiques en finance (calculs financiers avec taux d'intérêt, notions de comptabilité, activités des intermédiaires financiers).

Critères généraux d'examen des candidatures

Notes dans les matières reliées à la finance.

Prérequis en économétrie, informatique, anglais, calculs financiers.

Stages en finance/banque/dans des activités reliées à la finance.

Expérience du monde de l'entreprise.

Expérience associative et collective.

Avoir un projet professionnel en lien avec les enseignements du Master.

Note de synthèse : clarté de l'expression écrite, présentation soignée d'une bibliographie, d'une problématique, rigueur de l'argumentation et de la présentation des mécanismes économiques.

Motivation : l'étudiant s'est renseigné sur les matières enseignées dans le Master.

Entretien : clarté de l'expression orale, aisance relationnelle du candidat, précisions des réponses, niveau en économie/finance/anglais.

Modalités d'examen des candidatures

Dossier comprenant les relevés de notes jusqu'à la licence.

Note de synthèse sur un sujet précisé auparavant (choix entre deux sujets prédéfinis).

Entretiens.

CV.

Lettre de motivation.

Parcours Monnaie banque assurance

Attendus :

- **Profil** : avoir obtenu une licence d'économie ou d'économie-gestion, de préférence dans un parcours monnaie-finance avec une forte composante en économie, mathématiques et statistiques.
- **Capacité d'analyse** : Avoir une bonne maîtrise de l'économie monétaire, bancaire et financière (tant du point de vue micro que macro-économique) enseignée en licence, et savoir mobiliser ces connaissances pour analyser, de manière argumentée, les phénomènes économiques observés.
- **Maîtrise des outils** : disposer d'un socle solide de connaissances en mathématiques, statistiques, informatique, économétrie et anglais économique.
- **Capacité de synthèse et de communication** : être capable de synthétiser et d'expliquer, en français et en anglais, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit, un raisonnement et un résultat.
- **Qualités personnelles** : être autonome, savoir prendre des initiatives, être curieux de son environnement, savoir s'intégrer et travailler en équipe.

Critères généraux d'examen des candidatures

Résultats académiques : Il est essentiel d'avoir obtenu de très bons résultats en 2^{ème} et 3^{ème} année de licence dans les matières suivantes : Macroéconomie, Monnaie, Banque, Finance, Mathématiques, Statistiques, Économétrie, Informatique, Anglais.

Les résultats dans les autres matières ainsi que pour l'ensemble des années de licence seront également examinés.

Acquis méthodologiques : Le candidat devra pouvoir montrer qu'il est capable de mobiliser ses connaissances académiques pour articuler un raisonnement économique et proposer une analyse argumentée des phénomènes économiques observés.

Motivation : Le candidat devra montrer son appétence pour l'analyse financière, l'économie monétaire et bancaire, le domaine de l'assurance et la finance. Son projet professionnel devra être en adéquation avec les débouchés naturels du Master (activités de banque-assurance et

finance ; économiste professionnel dans le domaine de l'analyse financière, la conjoncture, la prévision économique, la gestion d'actifs, la gestion des risques, l'assurance ; économiste ou chercheur dans les institutions monétaires, bancaires et financières ; recherche académique)

Stage : Le fait d'avoir effectué un stage dans le domaine de la banque, l'assurance, la finance ou dans toute autre entreprise ou institution, en France et/ou à l'étranger pourra être valorisé.

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

La première phase de l'examen des candidatures se fera **sur dossier**. Les candidats ayant été retenus lors de cette première phase seront conviés à un **entretien**. Une épreuve écrite de synthèse pourra également être envisagée lors du dépôt du dossier.

GESTION

MENTION ENTREPRENEURIAT ET MANAGEMENT DE PROJETS

Parcours Management stratégique et entrepreneuriat

Attendus :

1. Conditions d'accès au Master MSE 1^{ère} année :
 - Être titulaire d'une Licence 3 en sciences de gestion, sciences économiques, droit privé, A.E.S. ou de diplômes des grandes écoles de commerce, d'ingénieurs ou de l'IEP de Paris.
2. Prérequis :
 - Culture générale en Gestion
 - Connaissances en stratégie, finance d'entreprise, marketing
 - Bonne maîtrise de l'anglais (TOEFL, TOEIC ou CAE de Cambridge...)

Critères généraux d'examen des candidatures :

- Qualité du dossier académique depuis le baccalauréat
- Expériences à l'étranger éventuelles
- Apprentissage antérieur éventuel
- Cohérence du projet professionnel
- Convergence des stages par rapport au positionnement du Master MSE

Modalités d'examen des candidatures :

- Admissibilité sur dossier
- Admission après entretien de motivation et de connaissances.

MENTION GESTION DE PRODUCTION, LOGISTIQUE, ACHATS

Parcours Management de projets logistiques

Attendus

Les candidats doivent justifier d'une licence validée (ou en cours de validation à la date d'examen des candidatures) ou d'un diplôme d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs (bénéficiant du visa ou du grade de licence). Les candidats devront donc avoir validé 180 ECTS minimum, pour des diplômes en sciences de gestion, en administration publique, en droit, en administration économique et sociale, en psychologie, en sociologie ou en sciences économiques, en génie industriel, en gestion de production.

Il est également requis :

- Une connaissance de la supply chain et des technologies associées.
- Une capacité à travailler, et à s'investir dans des projets collectifs.

Critères généraux d'examen des candidatures

- Des motivations solides pour le management de projet logistique
- Une appétence avérée pour le supply chain management ;
- Des qualités de rigueur et de méthode pour satisfaire aux exigences de l'alternance, pour la durée d'un apprentissage en deux ans ;
- Une expérience professionnelle en Management de Projet et en Supply Chain Management (stage, alternance, premier emploi),;
- Des résultats universitaires attestant d'une bonne maîtrise des savoirs fondamentaux
- Une capacité à s'intégrer dans une équipe et à prendre des initiatives ;
- Un intérêt pour le travail en équipe, de la curiosité et de l'ouverture d'esprit ;
- Une capacité à pouvoir s'intégrer dans un environnement international.

Modalités d'examen des candidatures

L'admission au master « gestion des ressources humaines et management public » est le résultat d'une procédure sélective qui prévoit :

- *Une première sélection sur dossier*, comprenant outre la fiche personnelle de candidature et le dossier de candidature dûment complété : le CV du candidat, une lettre exposant en détails ses motivations pour ce programme et pour le secteur public, une photo d'identité et enfin, les copies de pièces justificatives (relevés de notes du bac, L1, L2 et L3, copie des diplômes obtenus, copie recto-verso d'une pièce d'identité valide).
- Pour les étudiants présélectionnés, *une audition est organisée avec un jury* composé du directeur du programme, d'un membre de l'équipe pédagogique et d'un ancien étudiant. L'audition s'articule en deux temps :
 - o *une mise en situation professionnelle*, sur la base d'un cas réel que le candidat a la possibilité de préparer pendant ½ heure avant de le présenter au jury ;
 - o *un entretien* avec le jury portant notamment sur les motivations et le projet professionnel du candidat.

MENTION GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Parcours Gestion des ressources humaines et management public

Attendus

Les candidats doivent justifier d'une licence validée (ou en cours de validation à la date d'examen des candidatures) ou d'un diplôme d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs (bénéficiant du visa ou du grade de licence). Les candidats devront donc avoir validé 180 ECTS minimum, pour des diplômes en sciences de gestion, en administration publique, en droit, en administration économique et sociale, en psychologie, en sociologie ou en sciences économiques.

Il est également requis :

- une connaissance de l'administration publique, de son environnement et des enjeux de transformation publique ;
- une capacité à travailler, et à s'investir dans des projets collectifs.

Critères généraux d'examen des candidatures

- Des motivations solides pour le service public et le management public
- Une appétence avérée pour la gestion des ressources humaines et le management public et un intérêt motivé pour accéder à des responsabilités en RH dans le secteur public
- Des qualités de rigueur et de méthode pour satisfaire aux exigences de l'alternance, pour la durée d'un apprentissage en deux ans ;
- Une expérience professionnelle en RH (stage, alternance, premier emploi), dans le secteur public de préférence ;
- Des résultats universitaires attestant d'une bonne maîtrise des savoirs fondamentaux
- Une capacité à s'intégrer dans une équipe et à prendre des initiatives ;
- Un intérêt pour les relations humaines, curiosité et ouverture d'esprit.

Modalités d'examen des candidatures

L'admission au master « gestion des ressources humaines et management public » est le résultat d'une procédure sélective qui prévoit :

- *Une première sélection sur dossier*, comprenant outre la fiche personnelle de candidature et le dossier de candidature dûment complété : le CV du candidat, une lettre exposant en détails ses motivations pour ce programme et pour le secteur public, une photo d'identité et enfin, les copies de pièces justificatives (relevés de notes du bac, L1, L2 et L3, copie des diplômes obtenus, copie recto-verso d'une pièce d'identité valide).
- Pour les étudiants présélectionnés, *une audition est organisée avec un jury* composé du directeur du programme, d'un membre de l'équipe pédagogique et d'un ancien étudiant. L'audition s'articule en deux temps :
 - *une mise en situation professionnelle*, sur la base d'un cas réel que le candidat a la possibilité de préparer pendant ½ heure avant de le présenter au jury ;
 - *un entretien* avec le jury portant notamment sur les motivations et le projet professionnel du candidat.

Parcours Gestion des ressources humaines et relations du travail

Attendus

- Être titulaire d'une Licence 3 en sciences de gestion, sciences économiques, droit, A.E.S. ou un diplôme d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs
Les candidats doivent être en mesure de présenter une licence validée ou en cours de validation à la date d'examen des candidatures, soit 180 ECTS minimum (titre certifié de niveau 6)
- Anglais niveau TOEIC 800 ou B2 ou équivalent attendu pour suivre l'année de Master 2
- Connaissance de la fonction ressources humaines, de son environnement et de ses enjeux
- Capacité à travailler, et à s'investir dans des projets collectifs

Critères généraux d'examen des candidatures

- Solidité de la motivation pour intégrer un service RH d'entreprise pour la durée d'un apprentissage de deux ans ;
- Qualité du parcours académique du candidat ;
- Capacité à s'intégrer dans une équipe, et à prendre des responsabilités ;
- Intérêt pour les relations humaines, curiosité et ouverture d'esprit.

Nous souhaitons préciser que les critères regardés se compensent, sans que ceux-ci ne soient exclusifs les uns des autres

Modalités d'examen des candidatures

- Première sélection sur dossier composé des pièces suivantes : CV ; lettre de motivation pour intégrer le parcours GRH et relations du travail, copies des relevés de notes du bac, L1, L2 et L3, copies des diplômes obtenus, éventuellement lettres de recommandation, copie d'une pièce d'identité valide, photo d'identité.
- Entretien oral devant un jury composé d'un professionnel DRH et d'un académique, Test du niveau d'anglais oral et écrit lors de l'entretien

Parcours Gestion des ressources humaines internationales

Attendus

Diplôme de l'enseignement supérieur équivalent à la licence (180 crédits ECTS) en management, gestion, sciences humaines, droit, économies ...

- Anglais courant (TOEFL iBT \geq 100, IELTS Academic \geq 6,5, TOEIC Listening & Reading \geq 860/995 and Speaking & Writing \geq 350/400, Cambridge Certificate (Advanced English ou Proficiency in English)
- Une première expérience professionnelle en RH (stage, emploi d'été ou premier emploi)

Critères généraux d'examen des candidatures

- Motivation pour une carrière en ressources humaines, exprimé à travers le dossier de candidature
- Qualité du parcours universitaire et professionnel
- Niveau d'expression courant en langue anglaise

Modalités d'examen des candidatures

- Une première sélection sur dossier (voir composition ci-après)
- Entretien (physique ou à distance) avec un jury constitué d'un directeur du programme et d'un membre de l'équipe pédagogique (universitaire ou professionnel). L'entretien se déroule en anglais.

MENTION MANAGEMENT

Parcours Conseil et recherche en organisation

Attendus :

Ce master est ouvert aux disciplines suivantes : gestion, sciences économiques, AES, droit privé ou public, ou aux candidats titulaires de certains diplômes de commerce ou d'ingénieur. Les candidats titulaires d'un autre diplôme peuvent également être admis dans cette formation sur avis du Conseil Scientifique de l'université. L'autorisation d'inscription sera prononcée par le président de l'université sur proposition du responsable de la formation après examen du dossier.

Critères généraux d'examen des candidatures

Motivation pour le conseil et la recherche en management dans les domaines marketing, logistique, ressources humaines ou stratégique
Qualité et pertinence du dossier académique et/ou professionnel
Qualité et précision de l'expression (écrite et orale)
Adaptabilité, ouverture, curiosité d'esprit et consistance de comportement dans les apprentissages antérieurs
Cohérence interne du projet professionnel et adéquation du projet avec la formation et ses débouchés

Modalités d'examen des candidatures

- Sélection sur dossier
- Entretien

MENTION MARKETING, VENTE

Parcours MC2 - Marketing et communication d'Assas

Attendus :

Le Master MC2 est accessible en 1ère année (M1) pour les étudiants titulaires d'une L3 en sciences de gestion, sciences économiques, droit privé, ou de diplômes des grandes écoles de commerce, d'ingénieur ou d'IEP.

Le Master MC2 est également ouvert aux titulaires de L3 d'autres disciplines, notamment en sociologie, psychologie, histoire, lettres, philosophie, pharmacie, médecine, architecture ou sciences de l'ingénieur, qui souhaiteraient se spécialiser en marketing et communication.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les critères d'examen des candidatures sont relatifs à l'excellence du dossier académique, à la pertinence des expériences professionnelles antérieures, aux motivations et à la personnalité du candidat, ainsi qu'à la cohérence du projet professionnel vis-à-vis du positionnement du Master.

Modalités d'examen des candidatures

Le processus de sélection est en 2 étapes : Admissibilité sur dossier (1ère étape), admission après entretien le cas échéant (2ème étape).

Parcours Marketing et technologies digitales (en partenariat avec l'EFREI)

Attendus :

L'Université Paris-Panthéon-Assas ouvre un parcours au sein de la Mention Marketing, Vente orientée autour des Technologies et Systèmes d'information pour les pratiques du marketing et de la communication en partenariat avec l'EFREI, École d'Ingénieurs Généraliste du Numérique. Il s'agit de permettre l'insertion professionnelle des diplômés et l'acquisition des compétences exigées par les changements économiques et les mutations technologiques dans le secteur du Marketing et de la Communication. L'objectif est de former des experts de la technologie numérique au service des pratiques du Marketing et de la communication.

Le Master est accessible en 1ère année (M1) pour les étudiants titulaires d'une L3 en sciences de gestion, sciences économiques, droit privé, ou de diplômes des grandes écoles de commerce, d'ingénieur ou d'IEP.

Critères généraux d'examen des candidatures

Les critères d'examen des candidatures sont relatifs à l'excellence du dossier académique, à la pertinence des expériences professionnelles antérieures, aux motivations et à la personnalité du candidat, ainsi qu'à la cohérence du projet professionnel vis-à-vis du positionnement du Master.

Modalités d'examen des candidatures

Le processus de sélection est en 2 étapes : Admissibilité sur dossier (1ère étape), admission après entretien le cas échéant (2ème étape).

INFORMATION, COMMUNICATION

MENTION INFORMATION, COMMUNICATION

Parcours Médias et mondialisation

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

L'accès au Master est sélectif. Le parcours est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences

économiques ou juridiques ayant déjà acquis des connaissances du monde des médias écrits, audiovisuels et numériques ou justifiant d'une expérience professionnelle en la matière.

Critères généraux d'examen des candidatures

- Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du Master, à l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé par le Master, à la qualité académique de la formation reçue et des résultats obtenus, au projet professionnel et aux stages réalisés. Une ouverture aux mondes culturels et médiatiques, un engagement dans le monde associatif (ou autre) peuvent valoriser les dossiers de candidature. La lettre de motivation constitue à ce titre un élément important de la candidature. Le projet de recherche doit exposer, en une page maximum, le sujet envisagé : description, questions de recherche, méthodologie pour le traiter (brève bibliographie, corpus proposé, projets d'entretiens...).

Modalités d'examen des candidatures

La sélection des candidatures s'opère sur dossier et éventuellement sur un entretien par une commission formée des responsables des différents parcours du master.

Parcours Médias, communication et sport

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

L'accès au Master est sélectif. Le parcours est ouvert en priorité aux sportifs de haut niveau et aux athlètes handisport. Il est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant déjà acquis des connaissances du monde des médias écrits, audiovisuels et numériques ou justifiant d'une expérience en la matière. Les candidats titulaires d'un autre diplôme jugé équivalent peuvent également être admis dans cette formation, filières STAPS, Management du sport, Marketing, Sciences de Gestion et Économie-Gestion et Écoles de commerce.

Critères généraux d'examen des candidatures

Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du Master, à l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé par le Master, à la qualité académique de la formation reçue et des résultats obtenus et à la lettre de motivation du candidat.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection des candidatures s'opère sur dossier et éventuellement sur un entretien par une commission formée des responsables des différents parcours du master.

Parcours Médias, communication et villes numériques

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

Le parcours est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant déjà acquis des connaissances du monde des médias écrits, audiovisuels et numériques ou justifiant d'une expérience en la matière. Les candidats titulaires d'un autre diplôme jugé équivalent peuvent également être admis dans cette formation, tout particulièrement ceux issus d'Écoles supérieures d'Art, de design, d'architecture ou de filières en urbanisme.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'accès au Master est sélectif. Le recrutement se fondera sur la prise en compte de l'évaluation globale du niveau de l'étudiant, ainsi que sur l'adéquation de sa formation antérieure et de son projet professionnel avec la formation visée.

La sélection des candidats se fait sur :

- Les compétences académiques attestées par les relevés de notes. Le master ne se limite pas aux seuls diplômés en sciences de l'information et communication, il accueille des étudiants de formations très variées ;
- Les expériences de tous ordres (activités associatives, productions personnelles ou collectives, stages, expériences particulières, etc.) ;
- La lettre de motivation qui doit être synthétique (deux pages maximum) mais personnelle ;

Modalités d'examen des candidatures

La sélection se fait sur dossier puis, pour certains étudiants, éventuellement sur entretien.

Parcours Médias, publics et cultures numériques

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

Le parcours est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant déjà acquis des connaissances du monde des médias écrits, audiovisuels et numériques ou justifiant d'une expérience professionnelle en la matière.

Les candidats titulaires d'un autre diplôme jugé équivalent peuvent également être admis dans cette formation, tout particulièrement ceux issus d'Écoles supérieures de cinéma, vidéo et design visuel.

Critères généraux d'examen des candidatures

L'accès au Master est sélectif. Le recrutement dans ce parcours se fonde sur une évaluation globale du niveau du candidat, de ses connaissances dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, de ses expériences dans le champ du master et de sa motivation pour le parcours choisi, ainsi que sur l'adéquation de sa formation antérieure et de son projet professionnel avec le contenu de la formation visée.

Une attention particulière est portée aux éléments suivants :

- la qualité des résultats académiques du candidat, attestée par les relevés de notes sur l'ensemble de son cursus universitaire depuis le baccalauréat (inclus) ;

- l'ensemble des expériences (activités professionnelles, productions personnelles et collectives, engagements associatifs, réalisations artistiques, séjours linguistiques, performances sportives...) recensées dans le CV du candidat ;
- le projet professionnel du candidat, exprimé dans sa lettre de motivation, qui doit impérativement être synthétique (deux pages maximum) et personnelle ;
- le projet de recherche, qui doit exposer, en une page maximum : le sujet envisagé et les raisons pour lesquelles le candidat l'a choisi ; les questions de recherche posées par ce sujet ; la méthodologie proposée pour le traiter (références bibliographiques, corpus médias, projets d'entretiens...).

Modalités d'examen des candidatures (préciser sur dossier, épreuves écrites, entretiens...)

La sélection est faite sur dossier. Ce dossier est examiné par une commission pédagogique, constituée de l'équipe pédagogique qui enseigne au sein du parcours.
La sélection peut être éventuellement suivie d'un entretien.

Parcours Médias, langages et sociétés

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

Le master est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant déjà acquis des connaissances du monde des médias écrits, audiovisuels et numériques et de la culture ou justifiant d'une expérience professionnelle en la matière. Le recrutement se fondera sur la prise en compte de l'évaluation globale du niveau de l'étudiant, de ses connaissances dans le domaine des sciences de l'Information et de la Communication, ainsi que sur l'adéquation de sa formation antérieure et de son projet professionnel avec la formation visée.

Critères généraux d'examen des candidatures

Seuls les étudiants possédant un très bon niveau académique pourront être admis. Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du master, à l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé par le Master, à la qualité académique de la formation reçue et des résultats obtenus. Une ouverture aux mondes culturels et médiatiques, un engagement dans le monde associatif (ou autre), peuvent valoriser les dossiers de candidatures. La lettre de motivation constitue à ce titre un élément important de la candidature. Elle doit faire preuve de qualités rédactionnelles.

Le projet de mémoire doit exposer, en une page maximum, un ou deux sujets de recherche avec leur description et leurs éléments observables (matériaux à analyser : articles, productions audiovisuelles, photographies, profils des réseaux sociaux, etc.).

Parcours Usages du numérique, innovation, communication (UNIC)

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

Le parcours est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant des

connaissances en matière de projets numériques, de communication ou justifiant d'une expérience professionnelle en la matière.

Le master accueille des étudiants de formations très diverses dès lors qu'ils attestent d'un intérêt ou d'une activité dans les domaines de compétence du master. Pour cela, il est recommandé de lire le blog du master (www.masterunicassas.fr).

Critères généraux d'examen des candidatures

Seuls les étudiants possédant un très bon niveau académique pourront être admis. Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du master, à l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé par le master, à la qualité académique de la formation reçue et des résultats obtenus et à la lettre de motivation du candidat.

La sélection des candidats se fait sur :

- les compétences académiques attestées par les relevés de notes ;
- les expériences de tous ordres (activités associatives, productions personnelles ou collectives, stages, expériences particulières, etc.) ;
- la lettre de motivation qui doit être synthétique (deux pages maximum) mais personnelle.

Parcours Global Journalism and Communication

Attendus

Niveau d'entrée : BAC+3.

Le parcours est ouvert, en formation initiale, aux titulaires d'une Licence en information et communication, en sciences humaines et sociales, sciences économiques ou juridiques ayant des connaissances en matière de projets numériques, de communication ou de journalisme ou justifiant d'une expérience professionnelle en la matière. Il est aussi accessible en formation continue, les modalités des cours restant les mêmes.

Le master accueille des étudiants de formations très diverses dès lors qu'ils attestent d'un intérêt ou d'une activité dans les domaines de compétence du master.

La spécificité de ce parcours est d'être en langue anglaise, car les visées de son enseignement sont internationales.

La maîtrise d'une seconde langue est recommandée.

Critères généraux d'examen des candidatures

Seuls les étudiants possédant un très bon niveau académique pourront être admis. Une attention particulière est portée à l'adéquation de la formation antérieure avec le contenu du master, à l'acquisition d'un niveau de connaissances suffisant en rapport avec l'approfondissement proposé par le master, à la qualité académique de la formation reçue et des résultats obtenus et à la lettre de motivation du candidat.

Un niveau d'anglais fluide est exigé afin de suivre les cours et de participer aux examens. Le TOEFL, TOIC, IELTS, un certificat équivalent, voire un certificat d'établissement doit être joint au dossier de candidature.

Des notions de base en français sont nécessaires afin de bien s'insérer dans la vie de campus.

La sélection des candidats se fait sur :

- les compétences académiques attestées par les relevés de notes ;
- les expériences de tous ordres (activités associatives, productions personnelles ou collectives, stages, expériences particulières, etc.) ;
- la lettre de motivation qui doit être synthétique (deux pages maximum) mais personnelle.

Modalités d'examen des candidatures

La sélection des candidats se fait par dossier. Certains étudiants ont un entretien oral préalable en anglais.